Journée pyrénéenne des libertés : le double discours assumé de la fédération de chasse de l'Ariège

Media7 Send an email 1 juillet 2020
0 5 minutes de lecture

"Sans doute demain, celui-ci (l'auteur de la destruction d'un ours à Ustou, au début du mois, NDLR) sera mort ou vif soumis à la haine anti-chasse et anti-rurale qui gangrène notre société et la potence sera dressée sans procès. Face à cette situation intolérable et à l'œuvre destructrice portée par une peste verte, nous nous devons de réagir en force." Ces phrases sont issues d'un courrier que le président de la fédération des chasseurs de l'Ariège, Jean-Luc Fernandez, a adressé à ses adhérents afin de les mobiliser pour qu'ils participent, ce samedi, sur le site de l'étang de Lers, à la journée pyrénéenne pour les libertés".

Les mots sont durs, violents, et rappellent les discours tenus en mai 2018, lors de la contre-manifestation à «l'état des lieux de l'environnement» organisé à La Bastide-de-Sérou par plusieurs associations écologistes. À l'époque, les partisans de la ruralité (chasseurs et agriculteurs, notamment) avaient qualifié leurs opposants d'"anti-tout". Et cette lettre fait penser à un rassemblement dont l'état d'esprit sera bien loin de celui affiché par Ariège ruralité, le collectif rassemblant les structures, dont la fédération de chasse, organisatrices du rassemblement de ce samedi.

"Nous voulons créer un événement festif et ouvert à tous pour sensibiliser le plus grand nombre à la problématique des libertés", a ainsi expliqué Philippe Lacube, président de la chambre d'agriculture de l'Ariège qui est membre d'Ariège ruralité. Un mot d'ordre qui, affirme-t-il ce mercredi, "n'a pas changé. Ce sera bien un rassemblement familial, pacifique et festif". Mais pas question pour lui de "commenter une lettre interne à la fédération des chasseurs dont je n'ai pas eu connaissance".

Chasseurs insultés et menacés de mort: "Inadmissible"

Le courrier signé Jean-Luc Fernandez constitue donc un double discours assumé par l'intéressé lui-même. "On parle de marche pour la liberté car j'ai l'impression que nos libertés foutent le camp. J'en veux pour preuve les intégristes violents qui n'hésitent pas à détruire des biens (les bâtiments de la mine de Salau, des palombières et des postes de tir) et à insulter et à menacer de mort des chasseurs. C'est inadmissible et c'est pour cela que la fédération accompagne ses adhérents victimes de tels faits dans leur dépôt de plainte", explique le président de la fédération des chasseurs de l'Ariège. "Alors, oui, j'ai envoyé un courrier bien senti à mes adhérents pour qu'ils se mobilisent samedi", ajoute-t-il.

La lettre de Jean-Luc Fernandez aux chasseurs ariégeois

Jean-Luc Fernandez ne le cache pas: "Je crois beaucoup au rapport de force. Donc je crois que la présence des chasseurs et de leur famille est indispensable pour défendre notre bien commun que sont nos villages, la ruralité qui nous est chère, ce que nos anciens ont bâti… Et il est normal que les chasseurs soient présents aux côtés des éleveurs, des céréaliers, des propriétaires forestiers, des piégeurs pour défendre tout cela", insiste-t-il.

« Ce qui est bon pour moi, je le sais, merci ! »

Quant aux termes employés, notamment l'expression "peste verte", là encore, Jean-Luc Fernandez assume. "Le danger qui guette ce pays, c'est la fracture sociale qui va être de plus en plus importante. Bien sûr, nous accueillons les citadins avec plaisir. Mais pour autant, nous refusons d'être exclus de là où nous avons grandi et vécu. Et nous n'accepterons jamais qu'on vienne nous dire ce qui est bon pour nous. Ce qui est bon pour moi, je le sais, merci!", lâche-t-il avant d'asséner: "Je suis un chasseur et fier de l'être. Parce que les chasseurs ne font pas que des prélèvements. Nous faisons également des comptages d'espèces, nous menons des actions pour la biodiversité. Bref, nous sommes sur le terrain, au contraire de beaucoup d'associations écologistes qu'on ne voit jamais mais qui donnent beaucoup de leçons".

"La chasse est encore légale dans ce pays, n'en déplaise à certains"

Le président de la fédération des chasseurs de l'Ariège est donc bien conscient de la portée de son courrier. Mais il se veut tout de même rassurant: "Samedi, ce sera pacifique. Nous dirons les choses, clairement. Et je ne parlerai que de la chasse, qui est encore légale dans ce pays, n'en déplaise à certains. Mais le rassemblement sera familial et festif avec un pique-nique géant, des danses, des chants… Et nous ne ferons pas concurrence au restaurant de l'étang de Lers, et toutes les mesures de sécurité seront prises", promet-il, tant à l'attention du public tenté de participer à ce rassemblement que des propriétaires des lieux.

Christian Lammens, secrétaire d'EELV Ariège: "On a tous intérêt à s'entendre"

Christian Lammens, secrétaire départemental EELV Ariège

Que vous inspire l'expression "peste verte"?

Je m'indigne de l'utilisation de ce terme; c'est extrêmement grave quand on se souvient qu'on évoquait la "peste brune" pour dénoncer le fascisme. Il faut faire attention à l'utilisation des mots et pas humilier son adversaire qui doit devenir, au bout du compte, un partenaire pour trouver des solutions.

Vous appelez à calmer le jeu?

Exactement. Chacun doit faire des efforts pour ne pas humilier les personnes qui pensent différemment. Dans tous les groupes, il y a des gens qui se lâchent, notamment sur les réseaux sociaux. Je condamne les menaces contre les chasseurs et les éleveurs tout comme je condamne celles qui touchent les défenseurs de la biodiversité. Des deux côtés, les responsables doivent condamner, quels que soient les anathèmes qui touchent le camp opposé au leur.

Quelle est votre position sur la cagnotte de Sea Shepherd qui propose maintenant 50 000 € à qui mettra les enquêteurs de la gendarmerie sur la piste du tireur qui a abattu l'ours à Ustou ?

Je suis contre cette cagnotte; ça rappelle la délation pendant la Guerre. Les mauvais côtés de la nature humaine reviennent avec ce genre de pratique qui n'amène pas un bon climat. Mais j'interpelle aussi Mme Téqui, la présidente du conseil départemental, qui ne prend pas des positions apaisantes sur le sujet. Il faut faire attention au réflexe identitaire qui exclut les néoruraux dont certains sont en Ariège depuis 40 ans et qui sont maintenant la majorité de la population ariégeoise. L'Ariège change sociologiquement. Les nouveaux habitants amènent des enfants dans les écoles, de l'emploi… On a tous intérêt à s'entendre.

Vous croyez vraiment que pro et anti ours pourront s'entendre un jour?

Il faut avancer par étapes. Déjà, créer les conditions de l'apaisement en se respectant. Nous sommes prêts à discuter de tous les sujets avec les anti-ours, dont on comprend les préoccupations. Chez nous, il y a un petit tiers d'adhérents agriculteurs, évidemment en bio,

qui expérimentent d'autres façons de produire… mais qui se posent aussi des questions sur la présence de l'ours dans la montagne, vu les problèmes que ça pose. La politique d'EELV, c'est de dire, l'ours est là. On ne va pas tous les abattre. Il faut trouver les moyens de favoriser la cohabitation. Par ailleurs, on est pour que l'Etat remplace les deux ours qui ont été retrouvés morts récemment. Mais on admet qu'il y a un véritable problème et que les éleveurs sont en souffrance. Le problème majeur, de notre point de vue, c'est qu'ils sont confrontés à une concurrence déloyale, avec des bêtes qui viennent de Nouvelle-Zélande ou d'Argentine à des coûts de production beaucoup plus bas., tout simplement parce que, là-bas, ils n'ont pas les mêmes normes sanitaires que chez nous. C'est la raison pour laquelle on propose un autre modèle d'agriculture, avec des exploitations à taille humaine, ce qui veut dire moins de bêtes, plus de bergers et, en bout de chaîne, un prix plus juste de la viande pour les éleveurs.

C'est le monde des bisounours que vous décrivez!

C'est une boucle vertueuse et on ne va pas y arriver du jour au lendemain, je vous l'accorde. Mais si les aides à la PAC étaient réorientées autrement dans une période de transition, les agriculteurs s'en porteraient beaucoup mieux.

Comment faire en sorte qu'ils saisissent la main tendue?

En disant aux durs des deux côtés d'arrêter les insultes et en revenant autour de la table. Il ne faut pas avoir peur des écologistes. Nos mains sont tendues vers les agriculteurs. Je me dis qu'ils sont bien poussés à bout pour épandre du produit qui, petit à petit, les tue. Ce qu'on souhaite en faisant évoluer les choses, c'est qu'ils tirent un meilleur revenu de leur travail, qu'ils retrouvent une meilleure santé, et le plaisir de produire de bonnes choses.

Source